



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2026-5-16/2026-5-31]

Edición quincenal,
por *Luc de l'Arbre*

Samedi 16 mai.

L'OMS déploie des experts pour soutenir la riposte contre l'épidémie d'Ebola en Ituri. Lors d'une conférence de presse à Genève, vendredi 15 mai, le Directeur général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a précisé que les premiers prélèvements s'étaient révélés négatifs, mais que l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) avait confirmé, jeudi 14 mai, la présence du virus Ebola dans certains échantillons. **Surveillance renforcée en Ituri.** La surveillance épidémiologique se concentre désormais sur plusieurs zones prioritaires, notamment Mongwalu et Rwampara, où des cas suspects ont été recensés. Sur le terrain, la riposte s'organise avec le déploiement d'équipes spécialisées de l'OMS, en étroite collaboration avec les autorités congolaises. D'autres experts de l'OMS, spécialisés dans la communication des risques, la prévention et le contrôle des infections, les soins cliniques et la logistique, rejoindront dans les prochains jours l'équipe déjà présente en Ituri. **Soutien logistique et financier.** L'OMS a acheminé des fournitures médicales et des équipements de protection à Bunia, capitale de l'Ituri, pour renforcer la prévention et le contrôle des infections. L'agence a également débloqué 500 000 dollars de son Fonds d'urgence afin de soutenir la riposte. Le virus Ebola, apparu pour la première fois en RDC en 1976, reste souvent mortel malgré les progrès des vaccins et traitements. La transmission se fait par les fluides corporels, avec des symptômes tels que fièvre, vomissements, saignements et diarrhées. Cette 17^e épidémie survient environ cinq mois après la fin de la précédente, qui avait fait 43 morts. Elle intervient dans un contexte sécuritaire fragile, l'Est de la RDC étant en proie à des **Epidémie d'Ebola en Ituri : la riposte lancée à Bunia, Rwampara et Mongwalu.** À l'Hôpital Général de Référence de Bunia, six cas suspects sont placés sous surveillance médicale dans une unité spéciale d'isolement. Un autre patient est suivi à l'Hôpital de Rwampara, tandis que des cas suspects ont également été signalés à l'Hôpital Général de Mongwalu, considéré comme l'un des épicentres de l'épidémie. Selon plusieurs sources médicales, le principal défi reste l'identification des personnes contacts encore dissimulées dans la communauté. Le manque de moyens financiers et d'équipements adaptés complique la riposte. À Bunia, seules six places sont disponibles pour l'isolement des patients. **Mongwalu, épicentre de l'épidémie : les gestes barrières encore rares.** Des équipes sanitaires sensibilisent la population au port du masque, au lavage des mains et aux enterrements sécurisés. Pourtant, la vie quotidienne semble presque normale : marchés ouverts, boutiques actives, motos en circulation et enfants à l'école. Mais derrière cette apparente normalité, l'inquiétude grandit. Mais ces gestes barrières, qu'ils avaient longtemps pratiqués lors de la pandémie de COVID, beaucoup d'habitants ne savent pas encore qu'ils doivent les appliquer à nouveau. Selon le bourgmestre de Mongwalu, deux nouvelles personnes sont décédées durant la nuit dernière, dont une femme transférée à l'hôpital. D'autres sources médicales évoquent au moins quatre décès supplémentaires.



Clarifier le statut des Wazalendo : une priorité pour renforcer l'autorité de l'État. Face au M23, les Wazalendo soutiennent les Fardc. Mais cette mobilisation soulève des inquiétudes sur le respect des droits humains et l'absence d'un cadre juridique clair. « Les discussions ont porté sur le statut légal des Wazalendo, leur prise en charge et leur avenir après la guerre », a expliqué Constantin Grund, de la Fondation Friedrich Ebert. De son côté, la coordonnatrice de l'Asbl Dignité Humaine, a dénoncé le manque de coordination sur le terrain et les abus contre les civils. Cette réflexion collective met en lumière l'urgence pour l'État congolais de définir un statut officiel des Wazalendo, afin de canaliser leur mobilisation et d'éviter qu'elle ne fragilise davantage l'autorité publique. En avril 2025, le ministre de la Défense nationale avait annoncé à Uvira (Sud-Kivu) que les combattants locaux Wazalendo, qui appuyaient l'armée dans la défense de cette cité, dépendaient désormais exclusivement du coordonnateur national de la Réserve armée de défense (RAD), le général Padiri Bulend.

5 morts dans des affrontements autour d'un gisement minier à Lomami. À l'origine de ces troubles : la découverte d'un gisement minier dont la nature exacte du minéral reste inconnue. D'après l'administrateur du territoire, tout est parti de l'arrivée d'un individu venu prospector dans la région. La découverte du gisement a déclenché une dispute autour des limites des terres, dégénérant en une bataille rangée entre les deux communautés voisines. Le bilan de cette rixe reste contradictoire, des sources locales au sein de la population évoquant cinq décès confirmés, alors que l'autorité territoriale ne reconnaît qu'un seul mort. Cependant, tous s'accordent sur une dizaine de blessés graves et des dégâts matériels importants, notamment plusieurs habitations réduites en cendres. Face à l'escalade de la violence, un dispositif sécuritaire a été déployé sur place pour restaurer le calme et prévenir de nouvelles tensions.

Assemblée nationale : dépôt d'une proposition de loi régissant le travail domestique en RDC. « Par personnel domestique, il faut entendre les chauffeurs, les nounous, les femmes de ménages, les gardiens des parcelles. Aujourd'hui, c'est un secteur qui évolue dans l'informel. C'est question de réglementer les relations entre le travailleur domestique et son patron. C'est question de s'assurer que les travailleurs domestiques ont droit aux soins de santé, à un traitement décent ».

Dimanche 17 mai.

Assemblée nationale : la proposition de loi sur la recherche scientifique déclarée recevable. Cette initiative législative vise à moderniser un secteur clé, encore régi par une ordonnance-loi datant de 1982, aujourd'hui jugée inadaptée aux réalités actuelles. Dans son exposé des motifs, la parlementaire a mis en évidence plusieurs défis majeurs, notamment : le désintérêt progressif pour la recherche scientifique, l'insuffisance des financements, la fuite des cerveaux, ainsi que l'absence de mécanismes efficaces de protection des droits de propriété intellectuelle. Dorothee Madiya a également dénoncé la forte dépendance du pays vis-à-vis des partenaires extérieurs, ainsi que le faible lien entre les institutions de recherche et les secteurs utilisateurs des résultats scientifiques. A travers cette réforme, l'élue propose de faire de la science, de la technologie et de l'innovation de véritables leviers du développement socio-économique national. Le texte introduit également une disposition obligeant les entreprises étrangères exploitant les ressources naturelles en RDC à collaborer avec des institutions publiques congolaises de recherche, dans le but de renforcer la souveraineté scientifique et technologique du pays.

L'épidémie d'Ebola est désormais une urgence sanitaire «de portée internationale », selon l'OMS, son deuxième niveau d'alerte le plus élevé, face à l'épidémie d'Ebola qui frappe la RDC et l'Ouganda. Selon un communiqué publié sur X par l'OMS, son directeur général Tedros Adhanom Ghebreyesus a statué que le virus « constitue une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI), mais ne répond pas aux critères d'une urgence pandémique ». La crise sanitaire, désormais régionale mais de « portée internationale », se développe dans l'une des zones les plus enclavées et instables de l'est congolais. L'OMS a annoncé l'envoi de plusieurs de ses experts en épidémiologie afin de renforcer la riposte en première ligne. Un pont aérien de Kinshasa vers Bunia est également en train d'être coordonné. L'objectif est d'apporter cinq tonnes de matériel de prévention et de contrôle des infections, ainsi que d'autres fournitures nécessaires aux centres de traitement et aux agents de santé en première ligne. **Une urgence régionale.** La RDC est actuellement frappée de plein fouet par le variant Bundibugyo d'Ebola, contre lequel il n'existe aucun vaccin. Au 16 mai, l'OMS a confirmé huit cas en laboratoire et recensé 246 cas suspects et 80 décès suspects dans la province d'Ituri, dans l'est de la RDC. L'Agence sanitaire de l'Union africaine, l'Africa CDC, a enregistré pour sa part 88 décès vraisemblablement dus au virus sur 336 cas suspects, selon les derniers chiffres publiés samedi. « Il y a une règle dans la gestion des épidémies », expliquent les experts sur la situation du virus en RDC, « tant qu'un foyer reste dans un seul pays, ce pays coordonne. Dès qu'un deuxième pays est touché, la responsabilité bascule vers Africa CDC ». Un seuil franchi avec la mort, en Ouganda, d'un Congolais de 59 ans qui a voyagé de la province de l'Ituri vers Kampala. Hospitalisé le 11 mai, il est décédé trois jours plus tard dans la capitale



ougandaise. Sa dépouille a ensuite été rapatriée en RDC. Ce qui peut interroger sur les chaînes de transmission. Qui l'a accompagné ? Qui a organisé l'enterrement ? Dans ce cas, ce ne sont pas seulement des virus qui traversent les frontières, ce sont des corps et des familles, rendant le risque de propagation presque structurel. Le Kenya et le Soudan du Sud sont en alerte. Et les États-Unis déconseillent à leurs ressortissants de se rendre en Ituri. ***L'épidémie s'est déclarée à Mongwalu***, dans la province de l'Ituri, à environ 80 km de Bunia, capitale de la province et ville d'un demi-million d'habitants. Sur le papier, ce n'est pas loin, mais sur le terrain, c'est une autre réalité et y accéder relève du défi logistique. Le pont Nizi, principal ouvrage sur l'axe Iga Barrière-Mongwalu, s'est effondré en novembre 2025 et n'a jamais été reconstruit. À sa place, un dispositif provisoire constitué de fûts métalliques plantés dans la rivière et de planches en bois posées dessus. Un défi pour les camions de fournitures médicales. L'aérodrome de Mongwalu, lui, n'est toujours pas opérationnel. Dès juillet 2025, Médecins sans frontières (MSF) demandait déjà sa réhabilitation pour faciliter les opérations. Enfin, Mongwalu est une zone minière à forte mobilité. Les flux de personnes partent dans toutes les directions : vers le Nord-Kivu, vers la Tshopo, et surtout vers l'Ouganda et le Soudan du Sud. Ce sont ces corridors qui inquiètent le plus Africa CDC. ***Insécurité et risques pour les équipes sanitaires***. Sur ces mêmes axes, l'insécurité est quasi-permanente. La milice Codeco est toujours active dans cette zone. En novembre dernier, les FARDC ont découvert une dizaine de caches d'armes sur les routes menant à Mongwalu, dont 108 fusils AK-47 et quatre mitrailleuses. Dans ce contexte, envoyer des équipes sanitaires, transporter des échantillons vers les laboratoires de Bunia ou organiser des enterrements sécurisés devient aussi une opération à haut risque pour les agents de santé. Africa CDC a activé une structure de coordination régionale. En Ouganda, des laboratoires mobiles sont déployés dans les districts à risque. Le Kenya a constitué une équipe nationale de préparation, tandis que les États-Unis ont fermé l'Ituri à leurs ressortissants. Pour rappel, la transmission humaine du virus se fait par les fluides corporels ou par exposition au sang d'une personne infectée, qu'elle soit vivante ou décédée. Et les personnes infectées par Ebola ne deviennent contagieuses qu'après l'apparition des symptômes, avec une période d'incubation pouvant aller jusqu'à 21 jours. (RFI)

Plus de 50 militaires condamnés à 3 ans de servitude pénale pour dissipation de munitions à Kisangani. Cinquante-huit militaires du 3 415^e régiment des FARDC ont été condamnés à trois ans de servitude pénale principale chacun pour indiscipline, rébellion et dissipation de munitions de guerre. Ces militaires avaient été arrêtés dans le territoire de Walikale, avant d'être transférés sous haute sécurité à Kisangani pour répondre de leurs actes devant la justice.

Ebola : plus de 80 décès dus à la méconnaissance de l'épidémie sur l'axe Bunia-Mongwalu. Selon des sources locales, de nombreux voyageurs empruntant ce tronçon continuent de négliger les mesures barrières contre cette épidémie. Entassés chaque jour dans des camions de transport, plusieurs passagers ne portent pas de masque et n'utilisent pas de désinfectants. Beaucoup évoquent la protection divine, tandis que d'autres doutent de la réalité même de l'épidémie. **L'OMS et le PAM fournissent 5 tonnes de matériel de riposte.** Des kits composés des tabliers, des gants, des masques, des chapeaux, pour que les professionnels de santé ne soient pas infectés et qu'ils n'infectent pas eux-mêmes la population. A cela s'ajoute du chlore et du matériel pour bien nettoyer les infrastructures de santé. Il est aussi prévu l'aménagement des "infrastructures de santé qui sont spécifiquement dédiées à la prise en charge des cas. Nous avons amené des tentes, des matelas, des lits". Une quarantaine de professionnels de santé, ainsi que des équipes de l'OMS ont été déployés sur le terrain.

Lundi 18 mai.

Ebola en Ituri : 350 cas suspects dont 91 décès probables. Selon le ministre de la Santé publique de la RDC « nous avons 59 malades qui sont activement pris en charge actuellement. Au total, nous sommes autour de 350 cas suspects. On se prépare à avoir des centres de traitement sur les trois sites, Rampara, Mongwalu et Bunia, pour pouvoir élargir nos capacités. En termes de décès, 91 décès déclarés mais ça ce sont des décès probables ». **Ebola en Ituri : inquiétude face à l'absence de vaccin et de traitement spécifique.** À Bunia les centres de santé sont débordés par l'arrivée des malades. En l'absence de vaccin ou de traitement spécifique, le professeur Jean-Jacques Muyembe rassure : « Nous ne devons pas semer la panique. Sur les 17 épidémies qui ont sévi en RDC, 15 ont été maîtrisées sans vaccin ni traitement ». La souche Bundibugyo présente une mortalité d'environ 30 %, contre plus de 80 % pour la souche Zaïre. Des candidats vaccins sont attendus d'ici fin mai, a-t-il ajouté. En attendant, les équipes médicales s'appuient sur des mesures classiques : isolement des patients pour limiter la transmission, surveillance des contacts afin de briser les chaînes de contamination, sensibilisation aux gestes barrières comme le lavage des mains, le port du masque et les enterrements sécurisés. **Un premier cas d'Ebola confirmé à Goma : les frontières avec le Rwanda fermées.** Le cas confirmé est une femme d'une trentaine d'années. D'après les premières investigations, son époux est récemment décédé de la maladie à Bunia, dans la province voisine de l'Ituri.



Au moins 40 personnes enlevées par des rebelles sud-soudanais dans des villages frontaliers à Aru. Dans la nuit de lundi à mardi, des hommes armés ont traversé la frontière congolaise avant d'envahir les localités d'Arile et d'Ulendere. Selon plusieurs témoignages, ils ont profité de l'absence des Fardc et de la Police nationale congolaise dans cette zone frontalière. Durant leur incursion, ils se sont livrés au pillage : médicaments, chèvres, vaches et volailles ont été emportés. La société civile de la chefferie de Kakwa affirme que ces rebelles ont pris en otage au moins 40 personnes, parmi lesquelles des Congolais et des réfugiés sud-soudanais installés dans la région depuis plusieurs mois. D'autres sources évoquent plutôt 75 personnes enlevées, dont trois auraient réussi à s'échapper. Une semaine après les faits, la société civile se dit préoccupée par le sort des otages et demande au gouvernement congolais de tout mettre en œuvre pour obtenir leur libération.

La province de l'Ituri se dote bientôt de son plan social. Lors de son séjour du 9 au 16 mai à Bunia, l'Administratrice générale du Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), a précisé : « parmi les projets annoncés figurent notamment la création d'espaces pour les jeunes, d'aires de jeux, d'abattoirs, d'un centre neuropsychiatrique... » Au cours de ces échanges elle a présenté ce plan social comme une réponse concrète aux multiples préoccupations sociales de l'Ituri. Ce programme prévoit également la mise en place de centres de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, notamment dans le secteur de l'agrobusiness. « Vous savez que l'Ituri a toujours été le grenier de la République, grâce à son potentiel agricole. Nous allons valoriser ce secteur à travers l'industrialisation agricole. À Aru, par exemple, il est prévu la création d'un centre de promotion de l'entrepreneuriat en agrobusiness, ainsi qu'à Bunia », a-t-elle poursuivi. Elle estime qu'en favorisant l'emploi et l'inclusion sociale, ce programme contribuera à réduire le chômage et prévenir les tensions dans la province.

Ebola : le séquençage du virus confirme le retour de la souche rare Bundibugyo. Ce séquençage a confirmé la souche du virus : Bundibugyo, mais ce qu'il nous apprend, c'est que cette épidémie 2026 n'a pas de lien avec les deux précédentes de 2007 et 2012. La maladie a une nouvelle fois traversé la barrière des espèces avec une nouvelle transmission d'animal à être humain. Ce n'est pas un virus qui aurait circulé de manière silencieuse avant de ressurgir il y a quelques semaines. « Pour le moment, nous n'avons pas encore mis la main vraiment sur le réservoir animal, explique le professeur Jean-Jacques Muyembe, patron de l'INRB et surtout co-découvreur d'Ebola. On soupçonne toujours les chauves-souris. Et comme chez nous en RDC, on consomme beaucoup de chauves-souris, ça peut être la cause de cette épidémie. » L'adversaire connu, les spécialistes peuvent alors envisager la réponse. Le professeur Jean-Jacques Muyembe précise que s'il n'y a à ce jour pas de traitement ni de vaccin, ce n'est pas une fatalité. « On va mettre en place des protocoles pour tester les candidats-vaccins et voir si l'on peut obtenir une protection croisée », ajoute le chercheur. L'objectif, c'est d'utiliser les outils disponibles et efficaces sur les autres souches pour voir leur action sur ces nouvelles contaminations. Des recherches précieuses puisque cela fait 14 ans que cette souche d'Ebola n'avait pas été impliquée dans une épidémie. **Deux nouveaux foyers.** Selon les chiffres du ministère de la Santé, il y a 435 cas suspects, 116 décès probables. L'épidémie d'Ebola poursuit sa progression dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri avec deux nouveaux foyers : la ville de Butembo, au Nord-Kivu, et la localité de Nyankunde, en Ituri. À Nyankunde, située à 45 km de Bunia, il s'agit d'un médecin américain de l'organisation humanitaire chrétienne Serge, en mission depuis trois ans à l'hôpital local. Il aurait été contaminé alors qu'il prenait en charge des patients dans cet établissement. Ce médecin s'ajoute à la liste des nombreux soignants infectés depuis le début de l'épidémie. (RFI)

Mardi 19 mai.

Vigilance renforcée sur l'axe routier Kisangani-Bunia face à Ebola. Les agences de transport qui assurent la liaison entre Bunia et Kisangani multiplient les mesures de prévention pour protéger les voyageurs. Dans les parkings de départ, la sensibilisation aux gestes barrières est devenue une étape incontournable avant chaque trajet. Dans les parkings de Kisangani, les camionneurs et les gérants des bus de transport en commun prennent eux-mêmes l'initiative de briefer les passagers en partance pour l'Ituri. Le message est répété en boucle : lavage régulier des mains, port du cache-nez et distanciation sociale.

Au moment de l'embarquement, les gérants rappellent les réflexes essentiels : lavage des mains régulier, interdiction des contacts physiques inutiles, signalement des symptômes suspects. Malgré ces précautions, la crainte reste vive. **L'EAC active son réseau de laboratoires et renforce la surveillance transfrontalière contre Ebola.** Pour contenir les risques de propagation à l'échelle régionale, la Communauté d'Afrique de l'Est a activé son réseau régional de laboratoires de référence. L'organisation demande instamment aux États membres de : activer leurs plans nationaux et transfrontaliers de préparation d'urgence ; intensifier le dépistage obligatoire et le contrôle sanitaire aux différents points d'entrée ; équiper



adéquatement les équipes sanitaires mobiles et de réponse rapide sur le terrain. **Haute vigilance dans les écoles après la confirmation d'un cas d'Ebola à Goma.** Des dispositifs de lavage des mains avec du savon ont été installés à l'entrée des établissements. Le coût des mesures barrières, un obstacle pour les ménages. Malgré la bonne volonté des parents, l'application stricte du protocole sanitaire se heurte à la réalité économique. L'achat de masques et de gels hydroalcooliques représente une dépense étouffante pour une population locale déjà fragilisée par la crise économique qui frappe la région depuis janvier 2025. Dans plusieurs salles de classe, le constat est immédiat : seuls quelques élèves portent effectivement un cache-nez. **L'absence de moyens de prévention contre Ebola inquiète dans les sites de déplacés à Bunia.** Dans les sites de déplacés de l'ISP et de Kigonze, les produits d'hygiène de base sont quasi inexistantes. Les déplacés ne disposent ni de masques, ni des désinfectants, et encore moins de dispositifs adéquats pour le lavage des mains. Pour tenter de se protéger, certains utilisent des morceaux de tissu ou des pagnes mal entretenus. D'autres, confrontés à une pénurie d'eau potable et à l'absence de savon, utilisent de la cendre pour se laver les mains. Au-delà du dénuement matériel, les responsables des sites s'inquiètent de la manipulation de corps de personnes décédées, une pratique hautement propice à la contamination par le virus Ebola.

L'opposition lance « C64 », une coalition contre le changement de Constitution et appelle au retrait de la proposition de loi référendaire au Parlement. Cette coalition composée des principales formations politiques est appuyée par des mouvements citoyens dont Lucha. Elle tire sa source de l'article 64 de la Constitution qui dit : « Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution. Toute tentative de renversement du régime constitutionnel constitue une infraction imprescriptible contre la nation et l'État. Elle est punie conformément à la loi. » Devant des centaines de militants, les leaders de l'opposition dont Martin Fayulu, Delly Sesanga et Jean Marc Kabund, ont appelé à l'unité « pour faire échec à l'instauration d'une nouvelle dictature et d'un pouvoir personnel et à vie en RDC ». L'opposition accuse le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi de haute trahison. Ils appellent également à retirer la proposition de loi portant organisation de référendum en examen au Parlement, car elle constitue une violation de la Constitution ainsi qu'une menace grave contre l'ordre constitutionnel et la stabilité de notre pays. « Nous affirmons solennellement qu'il n'y aura pas de troisième mandat pour M. Félix Tshisekedi, ni glissement, ni changement de Constitution. À l'expiration de son mandat, ou dès l'enclenchement du putsch constitutionnel, Félix Tshisekedi perdra tout droit d'engager la République et sera dès lors considéré comme un Hors-la-loi. De ce fait, immédiatement une résistance doit lui être opposée », soutiennent les opposants. L'Eglise catholique se dresse également contre le projet d'une nouvelle constitution en RDC alors que Tshisekedi doit terminer son mandat en 2028. (Actualité.CD)

A la Semaine africaine de l'Unesco, Raïssa Malu présente les réformes de l'éducation sur le climat en RDC. La ministre de l'Education nationale affirme qu'en RDC, l'éducation environnementale n'est plus une option pédagogique, mais une priorité stratégique nationale, au regard des enjeux liés à l'eau, au climat et à la préservation des ressources naturelles. Intervenant devant les participants, elle a souligné la place centrale de la RDC dans les équilibres environnementaux du continent : « Notre pays détient environ 52 % des réserves d'eau douce de surface de l'Afrique. Cette richesse est une chance, mais surtout une responsabilité continentale et mondiale. Notre approche est simple : transformer l'eau en objet d'apprentissage, de citoyenneté, de santé publique et de développement durable ». A travers le programme de la Nouvelle Citoyenneté, la ministre a indiqué que la RDC entend former des élèves conscients à la fois de leurs droits - notamment l'accès à l'eau potable et à l'assainissement- et de leurs devoirs, tels que la protection de l'environnement, la préservation des biens communs et la contribution à la cohésion nationale. Abordant la question de la jeunesse, la ministre a souligné que l'avenir de l'eau, du climat et de la paix se joue en grande partie à l'école. Selon elle, l'école doit concilier trois apprentissages : comprendre scientifiquement les ressources, respecter civiquement le bien commun, construire pacifiquement le vivre-ensemble. Elle a par ailleurs rappelé que le bassin du Congo, partagé avec plusieurs pays africains, impose une dynamique de coopération régionale, de gouvernance concertée et d'hydro-diplomatie.

Mercredi 20 mai.

Epidémie d'Ebola : suspension des opérations de visas à l'Ambassade des États-Unis à Kinshasa. Un communiqué de l'Ambassade précise que, durant cette suspension, aucun rendez-vous de visa ne peut être programmé. Les demandeurs concernés ont été informés et seront avisés dès que la prise de rendez-vous reprendra. Les frais de demande de visa restent valables pendant 365 jours à compter de la date d'émission du reçu. Le Département d'État souligne que cette suspension vise à garantir les normes les plus élevées en matière de santé et de sécurité publiques, face à l'épidémie d'Ebola. **L'ONU mobilisée pour répondre à l'épidémie.** Dans un contexte déjà marqué par l'insécurité, les déplacements transfrontaliers et



l'activité minière, la souche Bundibugyo circule au sein de populations particulièrement mobiles, notamment parmi les réfugiés et les déplacés. Une propagation d'autant plus préoccupante qu'aucun vaccin homologué ni traitement spécifique n'est actuellement disponible contre cette forme du virus Ebola. Les autorités sanitaires misent donc sur les soins de soutien, la détection précoce, le traçage des contacts, des protocoles stricts de prévention des infections et des enterrements sécurisés. Le premier chantier « absolu » est d'identifier toutes les chaînes de propagation, a insisté de son côté le directeur des urgences à l'OMS. Sur le terrain, plus de 35 experts de l'OMS et du ministère de la Santé ont été déployés, tandis que d'autres équipes doivent renforcer la surveillance épidémiologique, les soins cliniques et la sensibilisation des communautés. En coordination avec l'OMS en RDC, la Monusco poursuit son soutien logistique d'urgence à la riposte. Depuis le 15 mai, plus de 11,5 tonnes de matériel médical et logistique ont été acheminées en moins de 72 h depuis Kinshasa, Dakar et Nairobi. Le 20 mai, de nouveaux vols cargo de la Mission ont transporté 7.957 kg de fret depuis Kinshasa et 6.030 kg depuis Nairobi vers Bunia, afin d'assurer l'acheminement rapide du matériel médical et des équipements essentiels vers les zones touchées, là où les équipes sanitaires en ont le plus besoin. La Monusco a aussi facilité l'accès terrestre aux équipes intervenant sur le terrain.

Bruno Lemarquis : « La RDC doit régler les détails qui bloquent son décollage ». Après quatre années passées en RDC, Bruno Lemarquis a officiellement achevé son mandat de représentant spécial adjoint de la Monusco et coordonnateur résident humanitaire. À l'heure du bilan, il appelle les autorités congolaises à s'attaquer aux dysfonctionnements structurels qui freinent le développement du pays. Au-delà de l'assistance humanitaire d'urgence apportée aux millions de déplacés, Bruno Lemarquis insiste sur la nécessité pour la RDC de résoudre ses problèmes de gouvernance interne.

La communauté banyamulenge vivant à Kinshasa qualifie de « façade » le retrait de l'AFC/M23 de Ruzizi. Selon le président de la branche kinois de cette communauté, le désengagement affiché par les forces coalisées ne correspond pas à la réalité sur le terrain. D'après lui, les témoignages des populations locales indiquent plutôt un déplacement des combattants vers d'autres secteurs clés, notamment à l'ouest de la plaine d'Ubavari (Ruzizi) et vers Kaziba. Aux dernières nouvelles, ils se seraient dirigés vers Lungunya, une zone reconnue pour ses gisements d'or. « Le Rwanda semble faire un pas de retrait, mais il entre en profondeur de plusieurs kilomètres ». Les leaders banyamulenge à Kinshasa ont condamné l'instrumentalisation et la manipulation politique qui entourent les récentes marches de protestation organisées à l'étranger (à Washington, Bruxelles, Nairobi). Le président de la communauté a lancé un appel solennel aux banyamulenge installés à l'étranger « qu'ils cessent de servir des intérêts extérieurs », les invitant à « privilégier la cohésion interne et à éviter toute forme de manipulation ».

Poursuite des combats intenses entre l'AFC-M23 et la coalition Wazalendo à Masisi. Mardi, dans le secteur voisin de Katoyi, la coalition Wazalendo et les FARDC auraient repris le contrôle de plusieurs villages précédemment occupés par les rebelles. Alors que le bilan des affrontements reste inconnu, l'usage d'armes lourdes provoque une panique généralisée. De nombreux habitants ont fui leurs villages pour se réfugier en brousse. Des sources locales redoutent une intensification de la violence dans cette zone déjà fragilisée par plusieurs mois de conflit armé, malgré les appels au cessez-le-feu lancés.

La plateforme « Congolais Article 63 » mobilise pour la défense de l'intégrité de la RDC. Lancée ce 20 mai à Kinshasa, la plateforme « Congolais Article 63 » se mobilise pour la défense de l'intégrité territoriale, la souveraineté nationale et la patrie, face à l'occupation persistante de certaines parties de la RDC par des forces armées étrangères, notamment rwandaises et ougandaises. Réunissant partis et regroupements politiques, organisations de la société civile ainsi que personnalités indépendantes, cette structure s'insurge contre toute forme de pillage et d'exploitation illégitime des ressources naturelles du pays. « Ce combat prend une autre allure avec l'article 63, qui oblige tout Congolais à défendre la patrie lorsqu'elle est menacée. Ce pays, agressé, envahi, en difficulté, n'intéresse nos politiciens que dans ses dimensions de pouvoir ».

24 heures après la C64 de l'opposition, l'UDPS lance la Coalition des Congolais pour le Changement de la Constitution (C4) et entre dans la bataille pour la révision constitutionnelle. La nouvelle structure se veut large et transversale. Elle sera ouverte aux partis politiques, à la société civile, aux confessions religieuses et aux mouvements associatifs, avec pour mission principale de mener une campagne de sensibilisation en faveur d'une nouvelle constitution. Le chiffre 4 retenu pour le sigle symbolise les quatre zones linguistiques de la République démocratique du Congo, une référence à portée nationale destinée à ancrer la démarche dans une logique d'unité territoriale, explique Kabuya. Sur le fond, l'UDPS justifie cette initiative en invoquant le « testament » du fondateur du parti, feu le docteur Étienne Tshisekedi wa Mulumba, qui aurait, de son vivant, promis au peuple congolais de revoir une constitution qu'il qualifiait de texte «



rédigé par les belligérants ». En s'en réclamant héritiers, les cadres du parti présidentiel tentent ainsi de légitimer politiquement et moralement leur engagement en faveur d'une révision que leurs adversaires dénoncent comme une manœuvre visant à permettre au président Félix Tshisekedi de briguer un troisième mandat. La création quasi simultanée des coalitions C64 et C4 illustre la polarisation croissante du débat politique congolais autour de la question constitutionnelle. D'un côté, une opposition rassemblée derrière l'article 64 de la Constitution, qui appelle les citoyens à faire obstacle à tout pouvoir qui s'exercerait en violation de la loi fondamentale, et de l'autre, le camp présidentiel qui mobilise ses forces pour préparer le terrain à un changement. Le bras de fer qui s'annonce devrait structurer l'essentiel de la vie politique congolaise dans les prochains mois. **(Actualité.CD)**

Jeudi 21 mai.

Au moins 17 personnes tuées dans une attaque des ADF à Mambasa, le 19 mai. Parmi les victimes figurent des pygmées, selon des sources de la société civile. Au cours de cette incursion dans le village d'Alima, un hôtel, plusieurs kiosques et des motos ont été incendiés. Des chèvres ont également été emportées par les rebelles. De nombreuses autres personnes restent portées disparues, tandis que certaines zones demeurent difficilement accessibles. Le 20 mai au matin, ces assaillants auraient poursuivi leur progression vers le village de Manyama, où deux autres civils auraient été tués et plusieurs maisons incendiées. Des habitants auraient également été pris en otage.

Le Gouverneur Daniel Bumba interpellé sur "la mauvaise gestion" de Kinshasa. La ville de Kinshasa croule sous les immondices, les embouteillages et les chantiers de route sans fin qui perturbent quotidiennement la vie des Kinois. Ces préoccupations font l'objet d'une question orale adressée, le 20 mai, par le député provincial de Kinshasa au gouverneur de la ville. « Quelles sont les véritables priorités budgétaires pour 2026 ? Où sont les rapports d'exécution budgétaire ? Où sont les résultats visibles pour la population ? Comment justifier les projets coûteux des résidences officielles du gouverneur et du président de l'assemblée provinciale ainsi que le projet de construction d'un nouveau siège du parlement provincial, alors que Kinshasa croule sous les immondices, l'insécurité et les chantiers inachevés ? ». Autant de questions qui attendent des réponses de la part du Gouverneur Bumba.

L'ONG MAPD appelle la population de Beni à briser le déni et les théories du complot autour d'Ebola. La Mission d'Aide aux Personnes en Détresse, lance un appel à la population du Nord-Kivu, de l'Ituri ainsi que des provinces voisines : la maladie est réelle. Chacun doit prendre au sérieux les mesures de protection et de prévention, notamment le lavage régulier des mains. Au-delà des gestes barrières, l'ONG insiste sur l'importance de la surveillance communautaire et de la collaboration avec les équipes de riposte et invite ainsi les habitants à rapporter immédiatement tout cas suspect aux structures de santé. **159 décès estimés et 626 cas suspects, annonce le ministre de la Santé congolais sur RFI.** L'épicentre de cette épidémie reste dans la province de l'Ituri, à Bunia et dans la cité minière de Mongwalu, mais des cas ont aussi été enregistrés dans d'autres localités. Jusqu'ici, le Nord-Kivu était l'autre province touchée par l'épidémie avec un cas confirmé à Goma et deux cas confirmés à Butembo. **Désormais, le Sud-Kivu est aussi concerné.** Le groupe armé AFC/M23 qui contrôle une partie de la zone annonce ce matin qu'un cas a été diagnostiqué à Miti-Murhesa, territoire de Kabare.

Dialogue national : Luanda fait connaître sa position à Félix Tshisekedi. Près d'une semaine après le séjour à Luanda en Angola d'une délégation de la RDC, la République d'Angola vient de faire connaître sa position au sujet du dialogue intercongolais aux autorités de la RDC. "Ayant reçu la réponse des autorités congolaises, le Gouvernement angolais leur a fait part de sa position par l'intermédiaire d'un Envoyé spécial, reçu le 20 mai 2026, à Kinshasa, par le Président Tshisekedi. Le Gouvernement de la République d'Angola réaffirme sa volonté de maintenir des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération bilatérale avec la RDC ". Dans le cadre des initiatives de la République d'Angola pour le règlement pacifique du conflit en RDC, João Manuel Gonçalves Lourenço, président de la République d'Angola, en sa qualité de président par intérim de l'Union africaine, avait reçu en visite officielle à Luanda, le 9 février 2026, président de la RDC ; Faure Gnassingbé, président du Conseil de la République togolaise et médiateur de l'Union africaine ; ainsi qu'Olusegun Obasanjo, représentant les cinq anciens chefs d'État désignés par l'Union africaine comme facilitateurs du processus de paix en RDC. Lors des discussions sur les moyens de parvenir à une solution pacifique au conflit en RDC, la République d'Angola a été chargée d'engager des consultations avec toutes les parties congolaises concernées afin de créer les conditions d'un dialogue intercongolais inclusif, conformément au communiqué officiel du 9 février 2026. Le ministère angolais des Affaires étrangères précise que les consultations susmentionnées ont eu lieu et que les avis ainsi que les points de vue des différentes parties congolaises consultées ont été compilés dans une proposition de Feuille de route pour un dialogue intercongolais inclusif ainsi que dans le Cadre de référence correspondant. Ces documents ont été officiellement



remis au président Félix Tshisekedi à Kinshasa, le 7 mars 2026. "L'ensemble des travaux menés dans ce contexte, y compris les consultations avec les parties congolaises intéressées, ont respecté l'esprit et la lettre des décisions prises en vertu de l'Accord de Washington du 4 décembre 2025, des Engagements de Doha et des Résolutions 2773 (2025) et 2808 (2025) du Conseil de sécurité des Nations Unies, comme indiqué dans le Communiqué du 9 février 2026, cité ci-dessus", souligne le ministère Angolais des Affaires Étrangères. À l'heure actuelle, les positions des acteurs politiques congolais demeurent fortement divergentes. Le pouvoir défend un dialogue encadré, piloté par les institutions de la République, excluant toute remise en cause de l'ordre constitutionnel ainsi que toute forme d'impunité. À l'inverse, une large frange de l'opposition non armée rejette un dialogue conduit par le pouvoir et estime qu'il ne peut être crédible que sous l'égide du tandem formé par la CENCO et l'ECC, à l'origine d'une feuille de route commune pour un dialogue national. Cette opposition qualifie d'ailleurs régulièrement le schéma présidentiel de « simulacre de dialogue ». Les confessions religieuses, en particulier la CENCO et l'ECC, défendent une approche inclusive du dialogue, tout en affirmant que l'inclusivité ne saurait signifier l'impunité. Elles évoquent la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle et appellent à l'organisation rapide d'un dialogue, afin d'éviter l'enracinement des groupes armés dans les zones occupées. À ce stade, le dialogue national n'a toujours pas été convoqué. Les initiatives diplomatiques parallèles, notamment les processus de Washington et de Doha, progressent sur le plan politique, mais sans résultats tangibles sur le terrain, où la situation sécuritaire demeure dégradée dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Le mandat confié à l'Angola apparaît ainsi comme la principale séquence opérationnelle en cours, dans un contexte de méfiance persistante et de divergences profondes entre les acteurs congolais. **(Actualité.CD)**

Vendredi 22 mai.

Bunia : un centre d'isolement Ebola incendié à l'hôpital de Rwampara. Des jeunes, appuyés par des membres d'une famille dont un enfant serait décédé d'Ebola, ont pris d'assaut cette structure sanitaire pour tenter de récupérer le corps de la victime. La police est intervenue en faisant des tirs de sommation pour maîtriser la situation. Les manifestants ont réussi à incendier deux tentes d'isolement. Un corps qui s'y trouvait a été calciné dans les flammes. « Qu'on associe des leaders connus de la population qui peuvent être écoutés pour qu'ils portent le message selon lequel : "Ebola, c'est une réalité", afin que la population adopte des mesures barrières. Si la population n'y croit pas, comment peut-elle adopter ces mesures ? C'est pourquoi l'épidémie est en train de prendre de l'ampleur. » Par ailleurs, certaines sources indiquent qu'à la suite de ces tensions, plusieurs cas suspects et malades d'Ebola internés dans ce centre d'isolement ont pris la fuite. Une situation qui expose davantage la communauté au risque de contamination.

L'Inspection générale des finances se dote de moyens de contrôle systémique en RDC. En RDC, ce contrôle systémique représente une évolution majeure : il ne s'agit plus seulement d'identifier un fraudeur, mais de comprendre comment le système permet la fraude, en analysant les failles logicielles, les faiblesses administratives et les circuits parallèles. L'IGF entend ainsi passer à la vitesse supérieure pour bloquer les fuites de capitaux avant que les fonds ne soient détournés.

Révision constitutionnelle : le mouvement « Sauvons la RDC » soutient la démarche de la Coalition C64". Pour le mouvement Sauvons la RDC, proche de l'ancien président Joseph Kabila, l'avènement de la Coalition C64 rejoint un combat qu'il mène déjà depuis près d'un an. Face au mode de gouvernance actuel, l'organisation estime que l'application de l'article 64 de la Constitution est désormais « une exigence existentielle pour la nation » et le dernier rempart pour sauvegarder la République. Tout en soutenant la démarche, Sauvons la RDC invite les membres de la coalition à ne pas s'arrêter en si bon chemin. Face à ce qu'il qualifie d'urgence nationale, le mouvement Sauvons la RDC réitère son appel à un sursaut patriotique et invite le peuple congolais à faire bloc. Cette mobilisation doit viser, non seulement le strict respect de la Loi fondamentale, mais également la fin définitive des tentatives de perpétuation du pouvoir, condition sine qua non pour restaurer la paix, la dignité et la prospérité du pays. Par ailleurs, le débat sur l'avenir constitutionnel se durcit à Kinshasa.

HRW encourage les autorités à garantir la liberté d'expression et d'opinion en RDC. Selon le directeur exécutif de l'organisation, depuis l'annonce de la possibilité d'une réforme constitutionnelle, une vive tension semble s'installer dans la vie politique, rappelant l'atmosphère de la fin du mandat de l'ancien président Joseph Kabila. HRW met en garde le pouvoir contre toute restriction de la liberté d'expression et des manifestations pacifiques. « Notre espoir est que cet espace civique et démocratique ne se rétrécisse pas rapidement, mais qu'au contraire les autorités prennent des mesures pour s'assurer que les citoyens puissent manifester pacifiquement lorsqu'ils le souhaitent et exprimer leurs opinions dans les médias, y compris sur l'opportunité ou non de modifier la Constitution ». « Un des sujets sur lesquels nous avons travaillé concerne les



disparitions forcées et les arrestations arbitraires. HRW a beaucoup œuvré en RDC. Pour nous, ce serait une perte pour les autorités de restreindre la liberté d'expression ». Au cours de cette conférence de presse, Philippe Boloipion a affirmé avoir eu un échange franc avec les autorités congolaises ainsi qu'avec différentes organisations de la société civile sur la situation sécuritaire dans l'Est du pays et sur la vie politique actuelle à Kinshasa.

Mobilité des kinois : les parties conviennent de signer l'accord de mise en œuvre du projet « Tramways Kinshasa ». Cette initiative vise à offrir aux millions de Kinois un mode de transport moderne, rapide, sûr et écologique. Le plan global prévoit le déploiement de sept lignes intercommunales interconnectées, dessinant un réseau cohérent et sécurisé à travers la capitale. **Priorité à la ligne Gombe–N'djili : cap sur 2027.** Le premier jalon de cette révolution interviendra en 2026 avec la signature officielle du contrat, ouvrant la voie à la mise en service du tout premier tramway sur la ligne Gombe – Aéroport de N'djili en 2027. Pour contourner les deux fléaux majeurs de la capitale — embouteillages et inondations récurrentes — cette ligne bénéficiera d'infrastructures d'envergure, notamment un tunnel et un viaduc. La mise en œuvre technique et administrative de ce chantier historique est confiée à l'Agence Congolaise des Grands Travaux (ACGT), structure du ministère des ITP reconnue pour son expertise technique et institutionnelle.

14 radios communautaires dotées de kits solaires grâce à la Monusco en Ituri. Ce projet, entièrement financé par la Monusco à hauteur d'environ 150 000 USD, vise à garantir l'autonomie énergétique de ces médias clés pour la consolidation de la paix et la lutte contre la désinformation. Le cas de la radio CANDIP, rattachée à l'Institut supérieur pédagogique (ISP) de Bunia, illustre parfaitement cette précarité. Privée de courant électrique du réseau public depuis près de trois ans, la station dépendait exclusivement d'un groupe électrogène gourmand en ressources, consommant environ 20 litres de carburant par jour. Sur les 14 stations que compte la région, quatorze ont déjà pu basculer vers cette source d'énergie propre et stable.

Samedi 23 mai.

Ebola : l'OMS alerte sur une situation « extrêmement préoccupante » avec près de 750 cas suspects et 177 décès présumés. Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé fait état d'une hausse des cas et d'une riposte rendue difficile par l'insécurité dans certaines zones du pays « L'épidémie d'Ebola en RDC se propage rapidement. Auparavant, l'OMS avait évalué le risque comme étant élevé aux niveaux national et régional, et faible au niveau mondial. Nous révisons actuellement notre évaluation des risques pour le qualifier de très élevé au niveau national, élevé au niveau régional et faible au niveau mondial ». Face à cette situation, il annonce que des équipes supplémentaires de l'OMS ont été déployées en Ituri, épicentre de l'épidémie en RDC, afin de renforcer l'appui aux communautés touchées. **Ebola : interdiction des activités de masse en Ituri.** Le gouverneur militaire de l'Ituri a suspendu, depuis le 22 mai, les activités sportives et interdit les veillées mortuaires afin de prévenir la propagation de la maladie à virus Ebola. Il a également interdit les rassemblements de plus de 50 personnes et a exigé que tout enterrement soit désormais effectué par des équipes de riposte, dans le strict respect du protocole sanitaire en vigueur. **Ebola : risque d'asphyxie économique après l'interdiction du trafic entre Goma, Beni et Butembo.** Un habitant souligne que cette coupure frappe également le secteur des finances. Les banques de Goma sont fermées depuis le début de la crise en janvier 2025. Pour faire tourner l'économie locale, de nombreux habitants et opérateurs économiques n'avaient qu'une solution : se rendre à Beni pour récupérer de l'argent liquide ou traverser la frontière. Ce cash alimentait ensuite les points de retrait Mobile Money de la ville. Désormais, ce circuit de survie est interrompu. **Ebola : Bunia fermée aux vols, Uganda Airlines suspend ses liaisons avec Kinshasa.** Le ministère congolais des Transports, a publié ce samedi un communiqué officiel suspendant tous les vols à destination et en provenance de l'aéroport de Bunia, jusqu'à nouvel ordre. Aucun aéronef n'est autorisé à atterrir ni à décoller. Les vols commerciaux, privés et spéciaux sont tous concernés. Les vols humanitaires, sanitaires ou d'urgence ne pourront être autorisés qu'après approbation spéciale des autorités aéronautiques et sanitaires. Dans un avis public publié le même jour, Uganda Airlines annonce la suspension de tous ses vols à destination et en provenance de Kinshasa, à compter du 23 mai 2026, jusqu'à nouvel ordre. La compagnie cite "les récents développements liés à Ebola dans la région" et indique que cette décision a été prise "par mesure de précaution dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et du bien-être des passagers, des équipages et du grand public."

Électricité en RDC : le Gouvernement mise sur la réhabilitation et la construction des barrages de Kakobola, Katende et Inga 3, pour améliorer l'accès à l'électricité en RDC. Le ministre des Ressources hydrauliques et de l'Électricité a présenté ses stratégies lors de sa réponse à une question orale qui lui a été adressée devant l'Assemblée nationale. Il a également souligné la modernisation des réseaux de transport et de distribution, notamment à Kinshasa, où un plan d'assainissement du réseau de distribution de la SNEL est en cours d'exécution afin de réduire les délestages. Pour le



président de l'Assemblée nationale, le principal défi reste de transformer l'immense potentiel énergétique du pays en véritable moteur de développement. Il reconnaît que l'électricité demeure encore un luxe plutôt qu'un service public accessible à tous en RDC.

Walikale : les Fardc et les rebelles de l'AFC/M23 s'affrontent à Kibunanwa et Rungoma, depuis le matin de ce 23 mai. Les rebelles de l'AFC/M23 ont lancé une offensive contre les positions tenues par la coalition Fardc-Wazalendo dans cette partie du territoire de Walikale. Les rebelles sont appuyés par une artillerie lourde à partir des monts Kahanga et Bikenge. Suite à ces attaques, les habitants de Kibunanwa et Rungoma ont déserté leurs villages et se sont dirigés vers la brousse pour se mettre à l'abri des violences armées. Le bilan humain et matériel de ces affrontements demeure inconnu jusqu'à présent, mais la tension reste vive dans la zone de combats. **(Actualité.CD)**

Violents affrontements à Djugu, la CRP accusée de violer son propre cessez-le-feu. Quatre miliciens de la Convention pour la révolution populaire (CRP) ont été tués et deux autres grièvement blessés lors des combats qui ont opposé, le 22 mai, l'armée à cette rébellion dirigée par Thomas Lubanga, au village de Liri, dans le territoire de Djugu, en Ituri. Selon des sources sécuritaires, ces assaillants ont incendié quelques huttes d'une position des Fardc dans cette zone. Des activistes des droits humains dénoncent la violation, par la CRP, de son propre cessez-le-feu décrété unilatéralement le 14 mai dernier. Il s'agit du premier accrochage de cette envergure entre les Fardc et les miliciens de la CRP depuis que ce mouvement armé a décrété unilatéralement un cessez-le-feu, le 14 mai dernier, afin de donner une chance au processus de paix en cours dans le pays.

Au moins 10 morts dans un éboulement de terre au Maniema. Selon le ministre provincial des mines, le non-respect de la législation minière est à la base du drame. Le ministre annonce l'arrivée d'une délégation sur le lieu du drame pour s'enquérir de la situation.

Dimanche 24 mai.

Ebola en Ituri : 13 malades en fuite après incendie de leurs tentes d'isolement à Mongwalu. Les faits se sont déroulés vers 23 h le 22 mai, lorsqu'un groupe de jeunes en colère, dont l'identité reste inconnue, a incendié les installations construites avec l'appui de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) pour l'isolement des patients atteints d'Ebola à Mongwalu. Ces installations hébergeaient 28 personnes considérées comme des cas suspects de la maladie. À la suite de cet incendie, treize d'entre elles ont pris la fuite. Selon le médecin directeur de l'hôpital général de référence de Mongwalu, la police a ouvert une enquête dès samedi matin afin d'identifier les auteurs de ces actes de vandalisme et de retrouver les patients en fuite, qui se sont dissimulés au sein de la population. Trois jours auparavant, des actes de vandalisme similaires avaient été enregistrés à l'hôpital général de référence de Rwampara, à la périphérie sud-ouest de Bunia. Face à ces incidents, la société civile locale appelle les autorités sanitaires provinciales à intensifier les campagnes de sensibilisation sur les dangers d'Ebola, certains habitants doutant encore de la réalité de cette maladie. **La RDC, l'Ouganda et le Soudan du Sud décident d'une surveillance transfrontalière contre Ebola**. Face à une épidémie en progression dans plusieurs provinces de l'est de la RDC, notamment l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, les ministres de la Santé réunis avec leurs partenaires, dans la capitale ougandaise, ont jugé urgent de mieux contrôler les mouvements de populations entre les pays de la région. Cette décision repose sur un constat partagé : la porosité des frontières, combinée aux mouvements liés aux activités commerciales, minières et humanitaires, favorise la circulation du virus entre les pays. **Ebola : la sécurité, un pilier clé de la riposte**. Le 21 mai, à l'hôpital général de référence de Rwampara (près de Bunia), un centre d'isolement Ebola a été attaqué et incendié par des manifestants en colère. A la suite de cette tension, des patients internés au centre ont fui dans la confusion. Dans la nuit du 23 mai, à l'hôpital général de référence de Mongwalu (territoire de Djugu, Ituri), des installations utilisées pour la lutte contre Ebola ont été incendiées par des inconnus. Là également, treize patients se sont enfuis du centre après l'incident. La protection des centres de traitement, la sécurisation des zones de riposte et la prévention des actes de vandalisme ou des mouvements incontrôlés de population font désormais partie des priorités. Présente à cette réunion, la Monusco a réaffirmé sa disponibilité à accompagner le gouvernement dans cette démarche.

Crise au Moyen-Orient : le PAM alerte sur les risques pour la sécurité alimentaire en RDC. Dans sa note, le Programme alimentaire mondial souligne la forte dépendance de la RDC aux importations pour l'approvisionnement en produits alimentaires de base. Cette situation rend le pays particulièrement vulnérable aux perturbations des marchés internationaux et à la hausse des coûts de transport. Cette pression économique intervient alors que plusieurs provinces de l'Est restent confrontées à l'insécurité, aux déplacements de populations et aux difficultés d'accès humanitaire. Le PAM



relève également que les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë demeurent préoccupants, notamment dans les zones affectées par les conflits.

Pour limiter les risques d'aggravation de la situation, l'agence onusienne préconise : le renforcement de l'aide humanitaire, le soutien à la production agricole locale et la diversification des sources d'approvisionnement alimentaire. Pour le Programme alimentaire mondial, ces mesures sont indispensables afin de renforcer la résilience des ménages congolais face aux chocs économiques et sécuritaires qui menacent leur accès à l'alimentation.

Plus de 30 corps de civils découverts à Mambasa. Dans un communiqué, l'ONG Protection Plus rapporte qu'au moins 17 corps sans vie ont été découverts samedi dans le village de Kidini, en chefferie des Walese-Karo. Selon des sources locales, ces victimes auraient été prises en otage lors des attaques menées par les ADF dans les localités de Darsalam, Muchanga et Mutufei, avant d'être exécutées. Par ailleurs, 15 autres corps ont été retrouvés aux environs du village d'Alima : ces victimes seraient également liées à une récente attaque sanglante attribuée au même groupe armé. Ce bilan reste provisoire, plusieurs corps se trouvant encore dans des zones difficilement accessibles en raison de l'insécurité persistante.

Kananga : des jeunes sourds-muets transforment des pneus usés en sandales pour vivre dignement. Devant le centre Mpandilu, situé à proximité du rond-point Notre-Dame, s'activent quotidiennement à la réparation de chaussures. En plus de rafistoler les souliers de leurs clients, ces jeunes sourds-muets conçoivent également des sandales solides et durables. Chaque paire est vendue entre 5 000 et 8 000 FC (3.5 USD), leur permettant ainsi de générer des revenus pour subvenir à leurs besoins, mais aussi de soutenir leurs familles. Leur travail est apprécié par la population locale. Plusieurs habitants saluent leur courage et leur savoir-faire. Malgré ces avancées, ces jeunes font face à d'importantes difficultés financières et matérielles. Leur encadreur lance ainsi un appel aux autorités et aux partenaires afin de leur apporter un appui, notamment en équipements et en financement, pour améliorer leurs conditions de travail et développer davantage leur activité.

« **L'union Sacrée est un Conglomérat d'aventuriers** », Kabund, l'ancien président intérimaire de l'UDPS a dressé un parallèle historique, rappelant que ces mêmes cercles ont jadis chanté « Sese Seko », vivre éternellement, pour Mobutu, puis « Wumela » demeurez au pouvoir, pour Joseph Kabila, avant de se recycler aujourd'hui autour de Félix Tshisekedi pour lui souffler le même projet de maintien au pouvoir au-delà des limites constitutionnelles. Pour Kabund, cette dynamique n'est pas une nouveauté congolaise mais un mécanisme de survie politique rodé, où des acteurs opportunistes instrumentalisent la loyauté apparente pour obtenir des prébendes, quitte à conduire le chef de l'État vers une faute politique irréparable. « Ils poussent Tshisekedi à la même erreur », a-t-il averti, estimant que le président risque de se compromettre en cédant aux sirènes d'un troisième mandat inconstitutionnel. L'opposant, lui-même ancien pilier du régime Tshisekedi avant sa rupture fracassante en 2022, appelle le chef de l'État à tirer les leçons de l'histoire congolaise, où ni Mobutu ni Kabila n'ont réussi à s'accrocher indéfiniment au pouvoir malgré les chants de leurs courtisans. Un avertissement qui résonne d'autant plus fort que Kabund connaît de l'intérieur les rouages de la majorité qu'il fustige aujourd'hui. **(Actualité.CD)**

Lundi 25 mai.

Accalmie fragile à Djugu après des violences meurtrières autour du site de déplacés de Plaine Savo. Selon des sources locales, des affrontements ont opposé vendredi les Fardc aux éléments de la rébellion de la Convention pour la Révolution Populaire (CRP). Onze personnes tuées lors de ces combats ont été inhumées samedi. D'après plusieurs témoignages, les victimes seraient en majorité des déplacés vivant sur le site de Plaine Savo, déjà fragilisés par des conditions humanitaires précaires. Par ailleurs, treize autres civils blessés par balles poursuivent actuellement leur prise en charge dans différentes structures sanitaires de la région. La situation s'est aggravée samedi avec de nouveaux actes de violence. Des maisons et des véhicules ont été incendiés autour du centre commercial de Bule par des hommes armés, présentés par des témoins comme portant des uniformes. Les motivations de ces actes ne sont pas encore clairement établies. Ces incidents ont contribué à renforcer un climat de peur et d'incertitude au sein de la population locale. Malgré le retour relatif au calme, les habitants de Plaine Savo et des environs restent profondément choqués par ces événements. Les violences ont de nouveau mis en lumière la vulnérabilité des populations déplacées, déjà exposées aux risques liés à l'insécurité chronique dans le territoire de Djugu.

Pour ses 27 ans d'existence le RCD/K-ML appelle les Congolais à l'unité pour la paix. Le RCD/K-ML se projette désormais vers l'avenir avec une vision axée sur la stabilité et la cohésion nationale. Face aux violences qui continuent d'affecter certaines régions, notamment dans l'Est de la RDC, le parti de Mbusa Nyamwisi insiste sur une mobilisation collective pour restaurer durablement la paix. Au-delà de la paix, le RCD/K-ML appelle ses militants et sympathisants à se mobiliser pour contribuer au développement de la RDC. Pour ce parti, la stabilité demeure la condition essentielle pour relancer les initiatives de développement et améliorer les conditions de vie des populations. À travers cet anniversaire, le



RCD/K-ML entend insuffler une nouvelle dynamique politique, basée sur l'unité, la responsabilité et la résilience. Dans un pays confronté à de multiples défis, cet appel à la cohésion nationale résonne comme une invitation à dépasser les divisions pour construire un avenir commun, fondé sur la paix et le progrès.

Est de la RDC : des frappes de drones, l'aéroport de Kisangani touché. L'est de la RDC a été secoué ce week-end du 23 et 24 mai par plusieurs frappes de drones. Elles ont touché des zones contrôlées par l'AFC/M23 dans les Kivu, mais aussi des positions gouvernementales à Kisangani. Les deux camps s'accusent mutuellement sans que personne ne revendique jusque-là. À Kisangani d'abord, dimanche à 17h30, des explosions ont retenti sur le site aéroportuaire de Bangboka. Neuf explosions au total, entre 17h50 dimanche soir et tôt ce lundi matin. Les autorités privilégient la piste des drones, des analyses sont en cours. Deux vols ont été annulés. Aucune victime n'est signalée, le bilan matériel reste en cours d'évaluation. C'est la quatrième fois, selon les sources gouvernementales, que cet aéroport est visé. D'autres frappes dans le Nord-Kivu que l'AFC/M23 attribue aux forces congolaises. Toujours dimanche, côté AFC/M23 cette fois, des frappes ont touché Rumangabo, où se trouve le quartier général du Parc national des Virunga. Le mouvement parle de drones des forces gouvernementales, de bâtiments atteints et de morts civils, toujours selon l'AFC-M23. D'autres frappes ont ciblé Rubaya dans le Masisi, une zone minière, ainsi que certaines zones du territoire de Minembwe depuis samedi. Ces attaques s'inscrivent dans un contexte de violations répétées du cessez-le-feu, en dépit des engagements pris en avril en Suisse par les deux parties. (RFI)

Ebola : l'UE alloue 15 millions d'euros pour la riposte en RDC et en Ouganda. La protection de la santé publique demeure la priorité absolue de la Commission, car les maladies ne connaissent pas de frontières et la coopération internationale est essentielle. Cette réponse s'appuie sur le travail déjà entrepris avant l'épidémie d'Ebola. Le soutien de l'Union européenne a permis d'identifier la souche du virus, de renforcer le suivi de la maladie et d'accélérer les tests et le séquençage en collaboration avec les partenaires africains. Parallèlement, l'UE a investi 73,7 millions d'euros dans la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), afin de faire progresser la recherche sur les urgences sanitaires, ainsi que 7,4 millions d'euros pour soutenir la préparation des essais cliniques de vaccins et de traitements. **Ebola : des églises et écoles ne respectent pas les mesures barrières à Beni,** malgré les appels répétés des autorités politiques à la vigilance. Le dimanche 24 mai, de nombreuses églises ont accueilli des fidèles dans une ambiance habituelle, sans distanciation sociale. Dans plusieurs lieux de culte, les salles étaient bondées, rendant difficile l'application des consignes de prévention. Autre constat : devant plusieurs églises, aucun dispositif de lavage des mains n'était disponible. Dans certaines écoles primaires bénéficiant de la gratuité de l'enseignement, les classes comptent entre 60 et 70 élèves, ce qui rend pratiquement impossible toute distanciation entre apprenants. À quelques jours de la fin de l'année scolaire, plusieurs parents expriment leur inquiétude face à une possible aggravation des risques sanitaires.

Fonction Publique : « tous ceux qui sont recrutés par l'AFC/M23 ne seront pas pris en compte le moment venu ». Le ministre de la Fonction publique a clarifié la position du gouvernement : "Évidemment, tous ceux qui sont recrutés par les occupants ne seront pas pris en compte le moment venu dans la Fonction publique. Je souligne que nous avons levé l'option à la demande et sur instruction du chef de l'État de ne pas priver nos compatriotes de l'Est de la RDC de leurs rémunérations et même celles et ceux qui sont partis, ne seront en réalité pas sanctionnés. Dès lors que nos territoires seront libérés, les fonctionnaires de cette partie du pays regagneront leurs postes, et celles et ceux qui ont été irrégulièrement recrutés par les occupants vont devoir être écartés. Depuis l'occupation de vastes pans des provinces du Nord et Sud-Kivu, le gouvernement congolais ne cesse de dénoncer la mise en place, par le Rwanda et l'AFC/M23, d'une administration parallèle. (Actualité.CD)

Mardi 26 mai.

Ebola : le Gouvernement débloque 20 millions USD pour la lutte contre l'épidémie. Le ministre de la Santé publique présente cette contribution comme un signal fort, tranchant avec la réponse jugée insuffisante lors des épidémies précédentes, et représentant une part significative du plan continental de riposte, estimé à 319 millions de dollars. Le tableau épidémique reste préoccupant : plus de 200 décès suspects, plus de 900 cas suspects, près de 1 600 contacts suivis, et au moins 145 personnes hospitalisées en isolement, dans onze zones de santé réparties entre les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. **Les casques bleus de la Monusco mobilisés contre Ebola dans les sites de déplacés à Djugu.** Cette initiative vise à protéger les milliers de personnes déplacées vivant dans ces zones de forte promiscuité, alors que la province demeure l'épicentre de cette 17e épidémie de virus Ebola. Les soldats de la paix ont sillonné les artères de la localité de Rhoo. Équipés de mégaphones, ils ont exhorté les familles déplacées à une prise de conscience immédiate face à



la dangerosité de la souche Bundibugyo qui sévit dans la région. Le message s'est voulu direct et pragmatique pour briser les réticences locales : le virus Ebola n'est ni une invention, ni le fruit d'une croyance mystique, mais une urgence sanitaire mortelle. Les casques bleus ont insisté sur le respect strict des règles d'hygiène, notamment le lavage régulier des mains, la limitation des contacts physiques et le signalement en temps réel de tout cas suspect aux autorités sanitaires. **L'évêque de Goma appelle au respect des mesures barrières contre l'épidémie d'Ebola.** Lors d'une célébration religieuse, le 24 mai, Mgr Willy Ngumbi a déclaré : « n'attendons pas que la situation s'empire pour commencer à utiliser les mesures barrières. Donc dès maintenant, prenons conscience de cette maladie et commençons à nous protéger, » **L'Ituri réclame des renforts médicaux d'urgence contre Ebola.** Face à une augmentation continue des cas et des décès liés à l'épidémie de virus Ebola, le gouverneur de l'Ituri, a plaidé lundi 25 mai, pour le déploiement immédiat d'un renfort de personnel qualifié et de matériel médical. « L'Ituri subit des violences avec la présence des groupes armés, avec comme conséquence environ 61 sites de déplacés qui abritent 970 000 personnes. Parce qu'ils sont vulnérables, ces déplacés le deviennent davantage à cause de cette épidémie et de cette infodémie ». **Cinq laboratoires mobilisés pour prévenir Ebola dans la province du Kwilu.** Le docteur chef de division provinciale de la santé du Kwilu appelle la population locale à respecter les mesures barrières afin de barrer la route à toute contamination. Il appelle également à s'orienter vers un établissement de soins approprié en cas de signes de la maladie. Par ailleurs, les autorités sanitaires du Kwilu assurent que toutes les équipes médicales restent mobilisées pour renforcer la surveillance épidémiologique.

La réhabilitation de la route Bunia-Kasenyi-Tchomia suscite espoir et satisfaction en Ituri. Lancée le 20 mai 2026, la réhabilitation de cette route est perçue par les usagers comme une réponse concrète aux multiples plaidoyers adressés aux autorités. Le mauvais état de cet axe routier avait fini par impacter fortement les activités économiques et la mobilité dans la région. La route Bunia-Kasenyi-Tchomia constitue un corridor économique clé, notamment pour les échanges commerciaux avec l'Ouganda. Son amélioration devrait fluidifier le transport des marchandises et réduire les coûts logistiques pour les opérateurs économiques. Les populations locales espèrent que ces travaux ne se limiteront pas à une simple réhabilitation. Leur principal souhait est désormais de voir cette route, longue d'environ 60 km, être entièrement asphaltée.

Fayulu appelle les Congolais à rejoindre le C64 et accuse Tshisekedi et Kagame de « comploter pour balkaniser le Congo ». Le leader de l'opposition a exhorté l'ensemble des Congolaises et des Congolais à rejoindre la coalition C64 pour, dit-il, « défendre l'ordre constitutionnel et barrer la route à Félix Tshisekedi et ses amis ». Un appel lancé au nom de l'intégrité territoriale du pays, qu'il estime menacée par le processus de révision ou changement constitutionnel. Fayulu a également livré sa lecture la plus radicale de la crise politique actuelle, affirmant avoir tenu le même discours lors d'une réunion interne du C64. « Ce que Félix fait, c'est le complot qui est en train de se voir au grand jour », a-t-il déclaré, accusant sans détour le chef de l'État de s'être entendu avec le président rwandais Paul Kagame pour « balkaniser le pays ». Une accusation grave, qui établit dans son esprit un lien direct entre le projet de révision constitutionnelle à Kinshasa et l'occupation militaire de l'Est par l'AFC/M23 soutenu par Kigali. Face à ce qu'il présente comme une menace existentielle pour la nation congolaise, Fayulu a conclu sur une note de résistance intergénérationnelle. « Nous avons dit non à la balkanisation et nous n'accepterons pas. Cet héritage, nous devons le garder jusqu'au bout et le passer à nos enfants », a-t-il affirmé, se posant en gardien d'un legs national qu'il entend transmettre intact aux générations futures. (Actualité.CD)

Mercredi 27 mai.

L'Inspection générale de la police contrôle les cachots des commissariats à Kinshasa, depuis lundi 25 mai dans des cachots des commissariats urbains de Kinshasa pour déceler les cas d'arrestations arbitraires ou illégales. Les inspecteurs libèrent toute personne arrêtée uniquement à cause de sa chevelure sans avoir commis d'infraction. Les équipes examinent également la situation des mineurs détenus ainsi que les cas de dépassement des délais légaux de garde à vue. À travers ces visites, l'Inspecteur général répond à l'appel du ministre de l'Intérieur. Ce dernier demande à la police nationale de décourager toutes les violations des droits humains commises par les agents de la police. **Un appel à la dénonciation gratuite des abus.** La hiérarchie de la police invite la population à collaborer activement en dénonçant les tracasseries policières. Les citoyens peuvent saisir l'institution pour permettre l'application des mécanismes de contrôle, d'audit, d'enquête et d'évaluation. L'IG-PNC rappelle que le dépôt de plainte et l'ensemble de procédures sont entièrement gratuits.

Ebola : l'Archevêque métropolitain de Kisangani appelle à la vigilance. « Pas de psychose, mais une vigilance absolue ». Dans un message pastoral d'urgence adressé aux curés, aux quasi-paroisses et à l'ensemble des fidèles de sa juridiction, il tire la sonnette d'alarme. « La proximité immédiate avec le foyer d'Ituri, combinée aux mouvements



incessants des populations, impose le respect strict et immédiat des consignes sanitaires. Désormais, les habitudes doivent changer, même au sein de l'Eglise », a souligné l'archevêque. Mgr Marcel Utembi appelle ainsi à la suspension temporaire des traditionnelles poignées de main et des accolades, gestes pourtant ancrés dans la fraternité chrétienne. Le prélat insiste : face à toute personne présentant une fièvre, une fatigue intense, des vomissements ou des saignements, le mot d'ordre est la distance et le signalement immédiat. **Ebola : le gouvernement dit attendre des États-Unis une molécule monoclonale** pour le traitement de la maladie à virus Ebola. « Ce que beaucoup de gens ne savaient pas, c'est que les Américains avaient développé, comme notre traitement contre la souche Zaïre, un anticorps monoclonal qui agit sur les trois types d'Ebola, à savoir Zaïre, Soudan et Bundibugyo. Nous avons demandé aux Américains de nous mettre cette molécule à disposition pour traiter les malades. La demande officielle a déjà été faite et nous avons eu de nombreux échanges avec eux. Je pense que dans les jours qui viennent, nous aurons des avancées », a expliqué le ministre de la Santé. Il a précisé que cette molécule sera d'abord testée en laboratoire avant toute utilisation sur les patients.

Signature de l'appel d'offres du Projet Pont Route-Rail entre Kinshasa et Brazzaville. Ce document a été signé par Jean-Pierre Bemba, ministre des Transports de la RDC, et par son homologue ministre de la République du Congo chargé de la coordination des infrastructures de développement. Profitant des assises de la Banque africaine de développement qui se tiennent à Brazzaville du 26 au 29 mai, les gouvernements des deux Congo dont les capitales sont les plus proches au monde ont rendu public l'appel à propositions visant la construction d'un pont route-rail entre Kinshasa et Brazzaville. Long de 1 575 mètres, cet ouvrage sera jeté sur le fleuve Congo vers la commune de Maluku. Il comprendra deux fois deux voies routières et une voie ferrée, pour un coût estimé à environ 441 millions d'euros ainsi que les voies d'accès dans les deux pays sont déjà financées par la Banque africaine de développement. Ce projet devrait donner un coup de fouet aux économies des deux pays.

La Monusco dote l'hôpital général de Beni d'un bâtiment pour les détenus malades. Financée à hauteur de 50 000 USD par la MONUSCO, cette infrastructure vise à résoudre les difficultés de suivi médical et de sécurité des prisonniers transférés dans cette structure sanitaire. Le bâtiment dispose d'une capacité de 23 lits, répartis dans deux pavillons distincts pour séparer les hommes et les femmes. La Monusco dote également la structure de matelas, de couvertures et d'installations hygiéniques adaptées. Ce projet intervient alors que la prison urbaine de Beni enregistre des décès réguliers parmi les détenus, faute de prise en charge médicale appropriée. Au-delà de l'aspect purement sanitaire, ce pavillon sécurisé permet de pallier les problèmes de surveillance et de prévenir le risque d'évasion lors des hospitalisations.

Arlette Bahati lance les réformes sur la nouvelle économie du climat en RDC. La ville de Kinshasa accueille, du 25 mai au 12 juin, les travaux de la commission mixte réunissant le ministère de la Fonction publique et celui de l'Environnement, du Développement durable et de la Nouvelle économie du climat. Durant près de trois semaines, les experts de ces deux administrations définissent le cadre ainsi que les structures organiques appelées à prendre en charge les matières liées à la nouvelle économie du climat en RDC. A l'ouverture de ce forum, la ministre déléguée en charge de la Nouvelle économie du climat, a exhorté les participants et experts à faire preuve d'abnégation et de rigueur afin de produire des résultats concrets susceptibles de favoriser l'opérationnalisation de ce nouveau secteur stratégique. Cette activité marque une avancée significative et déterminante dans la mise en œuvre des réformes liées à la nouvelle économie du climat, désormais érigée en portefeuille stratégique au sein du ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Nouvelle économie du climat. De telles initiatives de formation (regroupant des réseaux d'universités nationales et de partenaires techniques), se proposent de bâtir une expertise locale capable de piloter les projets de transition écologique et de négocier sur les marchés climatiques mondiaux. L'enjeu ultime de la Nouvelle Économie du Climat est de concilier la protection de la biodiversité avec l'amélioration concrète des conditions de vie des populations, prouvant que la durabilité est le meilleur vecteur de prospérité.

RDC, Ouganda, Soudan du Sud : le Canada suspend ses visas d'entrée en raison d'Ebola, à 15 jours du Mondial. Visiter, étudier, travailler, s'installer : peu importe la raison. Ottawa leur ferme ses frontières. Même les voyageurs déjà munis d'un visa valide seront refoulés. « les documents ne seront pas annulés », assure la ministre fédérale de l'Immigration. Il s'agit d'une suspension de 90 jours des demandes d'immigration, nuance-t-elle. La mesure ne vise que les nouveaux arrivants de ces trois pays africains touchés par Ebola. « Les personnes déjà au Canada ne seront pas tenues de quitter immédiatement le pays ». Mais dès samedi, les contrôles sanitaires se resserreront pour les voyageurs revenant des trois pays visés. Ces personnes devront subir un examen à leur arrivée au Canada. Les cas suspects seront hospitalisés. Les autres devront se placer en quarantaine pendant vingt et un jours. Le gouvernement continuera à surveiller l'évolution de



l'épidémie et n'exclut pas de prolonger ces mesures au-delà de la date prévue du 29 août. Dans les faits, il n'y a jamais eu de cas d'Ebola importé au Canada. Le risque reste faible, selon les autorités sanitaires. Mais Ottawa dit agir par précaution, à quelques semaines de la Coupe du monde de la Fifa qui va attirer des centaines de milliers de visiteurs internationaux au pays. (RFI)

Jeudi 28 mai.

Ebola : mobilisation des diplomates et humanitaires autour de la riposte en RDC. Cette volonté a été réaffirmée lors d'une réunion préparatoire organisé le 27 mai à Kinshasa par la Croix-Rouge de la RDC, en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La Croix-Rouge de la RDC a présenté les actions déjà menées dans les zones affectées, notamment la communication des risques, la surveillance communautaire et les enterrements dignes et sécurisés. Au-delà des interventions sanitaires, la question de la confiance des communautés demeure un défi majeur. « La Croix-Rouge de la RDC se base sur l'ancrage de ses volontaires. C'est notre force. Ces volontaires sont des membres des communautés affectées ; ils connaissent les rituels et traditions, et grâce à leur formation, ils maîtrisent les pratiques d'enterrement digne et sécurisé ». La Croix-Rouge de la RDC affirme avoir déjà sensibilisé plus de 30 000 personnes à ce jour. **Ebola : les musulmans encouragent l'observance des mesures barrières au Maniema.** Lors de la fête de Tabaski, célébrée le 27 mai à Kindu, l'imam urbain de la communauté musulmane du Maniema, a encouragé le respect des mesures barrières contre l'épidémie de virus Ebola. Il a également rappelé que le virus est une réalité et non une utopie, comme certains le pensent. Il a encouragé les fidèles musulmans à continuer de prier pour la paix en RDC. **Le premier patient guéri d'Ebola quitte le centre de traitement de Rwampara,** le 27 mai. Le responsable adjoint de cette institution publique a indiqué que cette guérison représente un signal encourageant dans la lutte contre cette maladie en RDC. Il a expliqué que l'Institut national de santé publique (INSP) a déployé ses experts sur le terrain qui, selon lui, remettent les choses en ordre. « Ce qui permet d'inverser la tendance : au lieu de parler de décès, nous allons commencer à parler de guérisons. Nous l'avons soigné dans la zone de santé de Rwampara, avec l'appui de notre partenaire ALIMA », a ajouté le responsable adjoint du centre. Des acteurs socio-politiques et de la société civile de Bunia saluent cette annonce qui, selon eux, constitue un réel espoir pour l'éradication de cette épidémie et souhaitent que le même protocole de traitement utilisé pour ce premier cas soit également administré aux centaines d'autres malades d'Ebola.

L'Assemblée nationale approuve la proposition de loi sur le référendum, malgré le boycott de l'Opposition. Déclarée recevable le 30 avril dernier, cette proposition de loi franchit une nouvelle étape. Selon le texte, la décision de convoquer un référendum revient exclusivement au président de la République par ordonnance présidentielle. Le scrutin est à organiser par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). En cas de dysfonctionnement majeur des institutions, le chef de l'État peut mettre en place une commission nationale multidisciplinaire pour identifier les dispositions constitutionnelles inadéquates. **Le mécanisme de révision constitutionnelle.** Si une majorité se prononce pour le changement des règles proposées, le président de la République soumet un projet de loi constitutionnelle au Parlement réuni en Assemblée constituante. Ce projet doit être adopté à la majorité des trois cinquièmes de membres de cette Assemblée constituante avant d'être soumis à la consultation populaire. En cas de rejet par le peuple, la Constitution en vigueur reste inchangée. Cet organe limitera sa mission à l'examen et à l'adoption des règles identifiées, pour une durée de trente jours au maximum. **Appel à la sérénité après le retrait de l'opposition.** Réagissant au retrait des députés de l'opposition du groupe parlementaire Ensemble pour la République, le président de l'Assemblée nationale appelle au maintien de la sérénité au sein de l'hémicycle. Selon lui, cette proposition de loi vise à doter le souverain primaire d'un cadre juridique clair pour se prononcer démocratiquement sur l'avenir de la Nation.

Antonio Guterres rend hommage aux casques bleus déployés à travers le monde. A l'occasion de la célébration de la journée internationale des casques bleus, le 29 mai 2026, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a rendu hommage aux soldats de la paix. « À l'heure actuelle, plus de 50 000 casques bleus des Nations Unies sont déployés dans le monde et protègent la population civile. Loin de chez eux, dans certains des lieux les plus dangereux de la planète, ils apaisent les tensions entre des parties hostiles, supervisent l'acheminement de l'aide, contribuent au bon déroulement des élections et créent un espace propice aux solutions politiques », a déclaré M. Guterres. Quelque 4 500 soldates et soldats de la paix qui ont perdu la vie depuis 1948, dont 59 l'an dernier. Pourtant, selon lui, "personne ne devrait mourir au service de la paix".

Antonio Guterres précise que les attaques visant les casques bleus constituent de graves violations du droit international humanitaire, et les États membres se doivent de garantir à tout moment la sécurité du personnel des Nations unies. Pour lui,



à une époque où les tensions s'intensifient, le maintien de la paix constitue un moyen reconnu, et économe en ressources, de rétablir la stabilité et de redonner espoir. Cependant, pour ce faire, il faut un soutien politique constant – et un soutien financier fiable. Il faut assurer aux casques bleus les ressources dont ils ont besoin pour mener à bien leurs mandats essentiels.

Est de la RDC : des délégués américains et suisses évaluent le processus entre Kinshasa et l'AFC/M23. Après un round de négociations mitigé en Suisse mi-avril, des délégués américains et suisses se sont rendus dans la région pour tenter de faire avancer le processus. La semaine précédente à Kinshasa, des délégués américains et suisses ont rencontré les négociateurs de la RDC pour évaluer l'exécution des deux protocoles signés à Doha. Protocoles dont le bilan est sombre : ni la libération des prisonniers ni le cessez-le-feu ne sont respectés. Les délégués suisses devaient ensuite se rendre à Goma. Mais craignant Ebola, ils se sont arrêtés à Gisenyi, côté rwandais. Les représentants de l'AFC/M23 ont traversé la frontière pour les y rejoindre. Deux jours de réunion, les 26 et 27 mai 2026. Au cœur des discussions, selon plusieurs sources, se trouve la question du site minier de Rubaya, dans le Masisi, province du Nord-Kivu. Un site que les États-Unis convoient dans le cadre des accords miniers signés l'année dernière avec Kinshasa. L'AFC/M23 avait d'ailleurs dit sa disponibilité à traiter directement avec Washington sur la gestion de ce site. Sur le terrain, pendant ce temps, Rubaya fait l'objet d'une offensive de l'armée congolaise, au sol et dans les airs. Des attaques de drones qui ont causé des victimes civiles et des dégâts matériels. (RFI)

Vendredi 29 mai.

Ebola : les États-Unis renforcent leur soutien à la RDC et à l'Ouganda. Cette mobilisation vise à endiguer la propagation du virus à sa source, protéger les populations locales et prévenir toute extension au-delà des frontières. Avec cette nouvelle enveloppe, l'aide bilatérale américaine dépasse désormais 112 millions USD en moins de deux semaines. Cette assistance s'inscrit dans une « réponse rapide, coordonnée et globale » face à l'épidémie en cours. Concrètement, ce financement permettra de renforcer plusieurs axes prioritaires : l'acquisition et la distribution d'équipements de protection pour les personnels de santé, le contrôle sanitaire aux frontières, la surveillance épidémiologique et la sensibilisation des populations.

En parallèle, 50 millions de dollars supplémentaires ont été alloués au Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), afin de soutenir la mise en place de centres de soins spécialisés dans les zones touchées. Sur le terrain, des équipes américaines sont déjà déployées dans plusieurs structures de santé en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Elles ont pour mission de renforcer les capacités de traitement et d'améliorer la prise en charge des patients. Enfin, Washington annonce un appui humanitaire plus large de 300 millions USD via les fonds de l'OCHA, destiné à répondre aux besoins urgents des populations affectées dans l'ensemble de la région. **Le parlement des jeunes de l'Ituri sensibilise les écoliers contre Ebola pour briser la chaîne de propagation.** Munis de mégaphones, les membres du parlement des jeunes parcourent désormais les cours d'écoles de Bunia. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné au Complexe Scolaire « La Colonne de feu », un établissement situé au quartier Hoho dans la commune de Mbunia. Face à la résurgence de la maladie, l'organisation citoyenne juvénile s'est fixé une double mission : apporter une information fiable et impliquer directement les enfants dans la riposte sanitaire. Il s'agit avant tout de couper court aux rumeurs et aux fausses informations qui circulent au sein de la communauté, tout en apprenant aux écoliers à appliquer rigoureusement les gestes barrières. Cette démarche a reçu un accueil très favorable de la part des équipes pédagogiques. **Ebola en RDC : ce que l'OMS recommande pour soigner, protéger et vacciner.** La première priorité est de soigner les malades. Trois candidats thérapeutiques ont été retenus : deux anticorps monoclonaux, le MBP134 et le Maftivimab, ainsi que l'antiviral remdesivir. Une combinaison associant un anticorps monoclonal et le remdesivir doit également être évaluée. La deuxième priorité est de protéger les personnes exposées au virus. Pour les contacts des cas confirmés ou probables, les experts recommandent d'évaluer l'obeldésivir, un antiviral administré par voie orale. L'objectif est de déterminer si ce médicament peut empêcher le développement de la maladie après une exposition au virus. En matière de vaccins, le candidat jugé le plus prometteur est le rVSV Bundibugyo. Selon les experts, il faudra encore sept à neuf mois avant qu'il puisse être évalué dans un essai clinique. Un deuxième candidat vaccin est développé par l'université d'Oxford. Il pourrait être disponible pour une évaluation dans un délai de deux à trois mois. L'OMS s'est également penchée sur l'Ervebo, le seul vaccin Ebola actuellement homologué dans le monde, mais l'organisation estime que les données disponibles sur une éventuelle protection contre le virus Bundibugyo restent limitées. Africa CDC a indiqué avoir été informé par le ministre russe de la Santé qu'un vaccin développé par l'Institut Gamaleya basé à Moscou pourrait offrir une protection contre le virus Bundibugyo. Des réunions sont prévues dans les prochains jours avec cet institut. (RFI)



La reprise des travaux sur les RN5 et RN30 redonne espoir à la population d'Uvira. Sur le terrain, les engins sont de nouveau en activité. Le bitumage a repris sur la RN5, plus précisément sur le tronçon reliant le Pont Kavimvira au quartier Mulongwe, un chantier entièrement pris en charge par le gouvernement central. En parallèle, les équipes s'activent sur la RN30 pour la phase d'aménagement des caniveaux, allant de Kavimvira jusqu'à la frontière congo-burundaise. Ce second volet bénéficie, quant à lui, d'un financement de l'Union européenne. Pour l'administrateur du territoire d'Uvira la modernisation de ces deux axes est une victoire pour le développement régional. Elle va permettre de désenclaver non seulement son entité, mais aussi les territoires voisins de Fizi et de Mwenga, jusqu'à s'ouvrir sur Kindu dans la province du Maniema. Cependant, sur le plan logistique, la situation présente des réalités différentes selon les sources de financement : « Les travaux de modernisation de la RN30, financés par l'Union Européenne, ne souffrent d'aucun problème de liquidité. Ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas pour la RN5, dont le financement dépend directement des décaissements du gouvernement congolais ».

Ituri : des déplacés saluent le rôle des casques bleus dans leur protection. Des milliers de déplacés internes de l'Ituri affirment devoir leur survie à la présence des casques bleus de la Monusco, déployés depuis plusieurs années dans les zones touchées par les violences armées, particulièrement dans le territoire de Djugu. Ces témoignages ont été recueillis à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus. Depuis 2017, année marquant le début de l'actuel cycle de violences en Ituri, la Force de la Monusco assure la protection de centaines de milliers de déplacés vivant notamment dans les sites de Lodha, Djaiba, Plaine Savo, Rhoe et Bayo. Chaque jour, les casques bleus organisent des patrouilles pour prévenir les attaques des groupes armés actifs dans la région. Selon les responsables des sites, cette présence permet d'éviter de nombreuses pertes en vies humaines. Outre la sécurisation des camps, les casques bleus interviennent également sur les routes de desserte agricole afin de permettre aux déplacés d'accéder à leurs champs. Ils assurent aussi la sécurité sur la RN27, axe stratégique de la province, pour garantir la libre circulation des personnes et des biens face aux risques d'embuscades tendues par des groupes armés. Face à cette contribution jugée déterminante pour la sécurité des civils, certaines autorités coutumières, demandent le déploiement des casques bleus dans leurs entités afin de renforcer la protection des populations.

Samedi 30 mai.

Tabaski : la Communauté Ahmadiyya offre des repas chauds à plus de 300 détenus de la prison de Bandundu. Ce geste de charité a été posé en marge de la fête de Tabaski (l'Aïd-ul-Adha), marquant la fin du pèlerinage à La Mecque. A cette occasion, la communauté a égorgé 13 vaches ainsi que 53 chèvres et moutons. La viande a été distribuée aux membres de la communauté, à leurs familles, mais aussi à d'autres personnes et aux nécessiteux de la ville de Bandundu et d'autres agglomérations telles que Mushie, Nioki, Bagata et Camp Banku. Toutes ces initiatives humanitaires ont été rendues possibles grâce à l'appui de l'ONG Humanity First, une association caritative dont la mission est de protéger la vie et la dignité humaine. Humanity First est un organisme international à but non lucratif, non politique et non religieux. Il vient en aide aux personnes les plus démunies et vulnérables dans plus de 91 pays.

Paralysie des activités à la suite des combats entre Wazalendo et AFC/M23 à Masisi. Depuis plusieurs jours, les combats se poursuivent dans le territoire de Masisi, notamment dans la chefferie des Bahunde. Ces affrontements touchent les localités de Kasenyi, Kinigi, Runigi, Kanyaru, Nyakigano, Nyamyamba et Kasaki, autour de Rubaya. Les notables locaux indiquent que les combattants Wazalendo seraient revenus à la charge après une première offensive repoussée mardi soir par l'AFC/M23 dans cette zone. La situation reste également tendue dans le secteur Osso-Banyungu, à l'ouest.

Journée internationale des Casques bleus : le gouvernement de la RDC plaide pour un financement durable de la Monusco. La réduction des financements destinés aux opérations de maintien de la paix des Nations unies risque d'affecter l'efficacité de la Monusco en RDC. C'est l'une des principales préoccupations exprimées par l'ambassadeur Noël Mbemba, délégué général du Gouvernement en charge de la Monusco, lors de la célébration de la Journée internationale des Casques bleus organisée, vendredi 29 mai à Kinshasa. Devant les représentants des Nations unies et les autorités congolaises, le diplomate a insisté sur la nécessité de garantir à la mission onusienne des ressources suffisantes pour lui permettre d'accomplir son mandat dans un contexte sécuritaire encore fragile, notamment dans l'Est du pays. Selon lui, les restrictions budgétaires envisagées suscitent des inquiétudes quant à leur impact sur les opérations menées sur le terrain. Il estime que la Monusco n'a pas encore atteint tous les objectifs qui lui ont été assignés en matière de stabilisation et de protection des populations civiles.

Au-delà de cette question financière, Noël Mbemba a rendu hommage aux soldats de la paix tombés en mission.



Ebola en Ituri : un appui de 15 000 USD pour renforcer la prise en charge des malades dans la zone de santé de Nyankunde. La zone de santé de Nyankunde, dans le territoire d'Irumu en Ituri, continue de faire face à l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Dans ce contexte, un appui financier de 15 000 USD a été remis jeudi 28 mai à l'Hôpital général de référence Centre médical évangélique de Nyankunde par un élu originaire du territoire. Cette contribution vise à soutenir les efforts de prise en charge des malades. « Cet appui que nous recevons aujourd'hui est destiné à tous ces malades, mais aussi à leur prise en charge nutritionnelle, car c'est un problème qui se pose avec acuité chez les patients confirmés et internés, y compris les cas suspects que nous surveillons ». Selon les autorités sanitaires locales, la zone de santé de Nyankunde compte actuellement douze cas confirmés d'Ebola, dont deux décès. **Ebola en RDC : « Le pays a la capacité de contenir cette épidémie », affirme Tedros Adhanom.** En visite officielle en RDC, le patron de l'OMS est venu réaffirmer le soutien de son institution aux autorités congolaises engagées dans la riposte contre cette nouvelle flambée de la maladie à virus Ebola, rapporte le service de communication de la Primature. Malgré les défis sécuritaires et les mouvements de populations observés dans les zones affectées, Tedros Adhanom Ghebreyesus a déclaré : « Nous savons que c'est une crise assez complexe, mais la RDC dispose déjà d'une vaste expérience dans la lutte contre le virus. Nous sommes certains que nous serons en mesure de contenir cette épidémie une fois de plus. Du côté de l'OMS, nous donnerons tout le soutien possible au Gouvernement congolais ». L'une des principales préoccupations reste l'absence de vaccin et de traitement homologués contre la souche Bundibugyo actuellement en circulation. Toutefois, plusieurs candidats vaccins et traitements sont actuellement en développement et pourraient être évalués dans le cadre de la riposte en cours. Pour le chef de l'OMS, la fermeture des frontières n'est pas une solution efficace pour stopper la propagation du virus. « Beaucoup d'études ont montré que la fermeture des frontières peut ralentir la propagation pendant quelques jours ou quelques semaines, mais elle ne permet pas de contenir l'épidémie. La meilleure stratégie est de soutenir la lutte à l'épicentre », a-t-il expliqué. Selon Tedros Adhanom Ghebreyesus, ces restrictions risquent même de compromettre la coopération internationale en décourageant les pays touchés à signaler rapidement l'apparition de nouvelles épidémies. Pour Tedros Adhanom Ghebreyesus, la lutte contre Ebola repose sur plusieurs piliers : le renforcement du système de santé, l'engagement communautaire, l'adaptation des comportements à risque et la poursuite d'une coopération étroite entre le Gouvernement congolais et ses partenaires internationaux. Un défi que la RDC, forte de son expérience, est selon lui capable de relever une nouvelle fois.

RDC : l'identification de la population pourrait relancer le débat sur le calendrier électoral de 2028, selon une note de l'institut congolais de recherche Ebuteli publiée en mai 2026. Le document rappelle que le 25 février 2026, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a officiellement remis son fichier électoral à l'Office national d'identification de la population (Onip), tout en précisant que ce fichier devra d'abord être mis à jour. Quelques semaines plus tard, le 6 mai, le président Félix Tshisekedi a déclaré qu'il n'y aurait pas d'élections en 2028 tant que la guerre dans l'Est n'aurait pas pris fin. Dans ce contexte, Ebuteli souligne que l'enrôlement des électeurs par la Ceni n'a toujours pas réellement démarré conformément à sa propre feuille de route. Faute de financement, l'institution n'a pas pu lancer l'enrôlement prévu dans une aire opérationnelle au dernier trimestre 2025. Selon le rapport annuel de la Ceni pour l'exercice 2025-2026, le gouvernement ne lui a versé en 2025 que 12,6 milliards de francs congolais, loin des montants sollicités. Sur le front du recensement général, une table ronde des bailleurs de fonds tenue le 23 mars 2026 à Kinshasa a permis de mobiliser près de 200 millions de dollars pour le deuxième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2), soit davantage que les besoins initialement projetés à 188,47 millions puis réévalués à 192 millions de dollars. Cette opération doit se dérouler sur trente mois à compter de la mise à disposition des financements, ce qui rend peu probable, selon Ebuteli, la disponibilité de données démographiques suffisamment actualisées avant les élections initialement prévues en 2028. La note pointe également les rivalités institutionnelles entre la Ceni et l'Onip. Dans sa feuille de route publiée en avril 2025, la Ceni rappelle que ses attributions en matière d'identification et d'enrôlement des électeurs sont "non négociables". L'idée de mutualisation entre les deux institutions, instaurée par décret en mars 2022, "n'est plus du tout consensuelle au sein de la Ceni depuis 2022", selon Ebuteli. Les marchés liés à l'identification biométrique alimentent par ailleurs des soupçons récurrents de corruption. En 2023, un contrat évalué à 1,2 milliard de dollars avait été signé avec le consortium Afritech-Idemia avant d'être résilié en août 2024, à la suite d'un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) évoquant des indices de surfacturation et une répartition des revenus jugée déséquilibrée : 60% pour le consortium, 20% pour l'État congolais, à égalité avec les banques chargées du financement. **(Actualité.CD)**

Mambasa : la société civile alerte sur les conséquences humanitaires des attaques attribuées aux ADF. Selon l'Association pour la protection et la défense des enfants et des Femmes (APDEF) plusieurs attaques ont été perpétrées au mois de mai dans les groupements de Bangole et de Babila Teturi. L'APDEF affirme que ces incursions auraient causé la



mort de plus d'une centaine de personnes et fait plusieurs disparus. L'organisation rapporte d'importants dégâts matériels. Plusieurs habitations et motos auraient été incendiées, tandis que de nombreux biens auraient été pillés par les assaillants. Les violences ont entraîné des déplacements massifs de population. Plusieurs villages auraient été abandonnés par leurs habitants, tandis que de nombreuses familles se retrouvent aujourd'hui sans abri.

Dimanche 31 mai.

Début des activités de la Mutuelle de santé des enseignants au Haut-Uele. La Mutuelle de santé des enseignants a officiellement lancé ses activités le 27 mai à Isiro, province du Haut-Uele. Après 14 ans d'existence en RDC, cette structure s'implante enfin dans cette province, avec déjà huit formations médicales sélectionnées pour assurer la prise en charge des professionnels de l'enseignement. Pour bénéficier de la couverture médicale, chaque enseignant devra verser une contribution mensuelle fixée à 5 000 FC. Pour que cette œuvre perdure, la rigueur devra être de mise : « La MESP... sa solidité, sa crédibilité et sa sérénité dépendent de votre adhésion responsable et du respect rigoureux des procédures établies. Ces règles ne sont pas de simples conseils, mais des garanties de transparence, d'équité et d'efficacité au bénéfice de vous tous... »

Ebola/RDC : “Jamais une épidémie n'avait enregistré autant de cas aussitôt”, alerte MSF. MSF a dénoncé les fermetures de frontières et d'aéroports décidées par plusieurs pays, affirmant qu'elles retardent l'arrivée des fournitures médicales, de l'aide humanitaire et du personnel spécialisé. “Nous savons par expérience que ces mesures entravent sévèrement la riposte aux épidémies et isolent les pays qui ont urgent besoin de soutien international”, a souligné le Dr Gonzalez. L'organisation a également alerté sur le fait que des centaines d'échantillons restent non testés, tandis que de nouveaux cas suspects sont signalés quotidiennement. MSF a appelé à une expansion immédiate des capacités de diagnostic, à une montée en puissance rapide et coordonnée de la riposte, et à un accès garanti pour l'entrée des fournitures médicales et du personnel humanitaire dans les zones affectées. “La riposte ne peut pas réussir si elle est imposée aux communautés plutôt que construite avec elles”, a-t-il conclu. “Son efficacité dépendra en définitive de la confiance que les gens lui accordent.” **Ebola : le Gouvernement veut offrir une prise en charge holistique aux patients en Ituri.** Le ministre de la Santé publique a annoncé la prise en charge médicale et holistique de tous les patients atteints d'Ebola, actuellement en isolement au centre hospitalier de Nyakunde ainsi qu'aux hôpitaux généraux de référence de Rwampata et de Bunia, en Ituri. Le ministre a indiqué que le renforcement de la prise en charge totale des malades vise à couper la chaîne de contamination dans cette zone de santé. Le centre hospitalier de Nyakunde héberge actuellement plus d'une dizaine de patients suspects et confirmés d'Ebola. Comme dans d'autres centres de traitement et d'isolement, ces malades, faute d'assistance médicale adéquate, partagent les mêmes latrines avec d'autres patients. Par ailleurs, selon des sources internes à cette structure sanitaire, certains patients manquent de nourriture et sont contraints d'aller s'en procurer dans la communauté, ce qui constitue un risque majeur pour la propagation du virus. **Ebola : le Gouvernement satisfait de l'appui de l'OMS, de l'Unicef et de la Monusco dans la riposte en Ituri.** Selon le ministre de la Santé publique, l'Unicef et la Monusco jouent un rôle essentiel dans l'acheminement du personnel, du matériel médical et des intrants nécessaires à la prise en charge des malades. « La Monusco nous aide dans le transport et la sécurisation. Nous travaillons avec sa police et son service logistique, car elle nous achemine aussi bien le personnel que le matériel ».

Trois personnes enlevées, dont un prêtre, lors d'une attaque de bandits armés sur l'axe Goma-Rutshuru. Selon leurs proches, deux prêtres revenaient de Kanyabayonga, où ils avaient célébré le mariage du frère de l'un d'eux. Après la cérémonie, le nouveau couple devait regagner Goma et avait pris place dans le même véhicule que les prêtres. C'est sur la route menant vers Goma, alors qu'ils traversaient le parc des Virunga, que des hommes armés ont intercepté leur véhicule. Les assaillants ont emmené tout le groupe dans la forêt. La marche forcée a été éprouvante : l'un des prêtres, épuisé, n'a pas pu suivre le rythme. Les ravisseurs l'ont violemment frappé avant de l'abandonner sur place et de poursuivre leur chemin avec les autres otages. Ce prêtre a finalement réussi à rejoindre la route principale, où il a été secouru.

RDC : Une proposition de loi sur le référendum fait bouillonner tout le pays. L'article 220, intangible, limite le séjour au pouvoir d'un président à deux mandats de 5 ans. L'article 219, lui, interdit toute réforme de la Constitution en temps d'état de guerre, d'état d'urgence ou d'état de siège. Félix Tshisekedi serait donc condamné à quitter le pouvoir en 2028 au terme de ses deux mandats. Un scénario légaliste qui ne tient pas compte du travail de sape de certains constitutionnalistes de l'Union sacrée de la nation (USN), la plateforme politique qui soutient “l'œuvre” du président, qui entendent coûte que coûte lui offrir le moyen de rester au pouvoir. Pour ce faire, l'USN compte faire passer un texte au Parlement, quasi totalement acquis aux partisans du pouvoir, après la farce électorale de 2023 qui a garanti une majorité de plus de 90 % aux



partis favorables au président Tshisekedi. Pour l'opposition politique, souvent non représentée au Parlement, il s'agit ni plus ni moins que de préparer les conditions pour "un coup d'État constitutionnel". **Un 3 juin explosif.** Une partie de l'opposition politique congolaise, réunie autour de cadres comme Martin Fayulu, Delly Sesanga, Jean-Marc Kabund, Augustin Matata Ponyo ou Moïse Katumbi, a lancé, le 22 mai dernier, la plateforme C64, qui met en avant l'article 64 de la Constitution, appelant les Congolais à se dresser contre tous ceux qui voudraient "confisquer" le pouvoir. Ce mouvement a appelé, ce mercredi 27 mai, à l'organisation d'une ville morte à Kinshasa le 3 juin prochain. Elle espère ainsi "mobiliser la population de Kinshasa" et "démontrer à la communauté internationale que le peuple congolais est opposé à cette tactique de Tshisekedi", explique un des cadres du C64. "Ce principe de la ville morte a le mérite de ne pas jeter des manifestants dans la rue", explique un autre cadre de la plateforme de l'opposition, qui ajoute : "on sait très bien que de la population de Kinshasa est sous pression, qu'elle vit dans la peur". L'opposant met en avant les "wewa", ces motards-taxis largement issus de la même communauté ethnique que le président Tshisekedi, mais aussi "les membres de la milice du Front du progrès social" (FPS), "la véritable armée personnelle de l'UDPS, le parti du clan Tshisekedi". **La réponse de l'USN.** Suite à cet appel, il n'a fallu que quelques heures pour que le mouvement de la jeunesse de l'UDPS/Tshisekedi appelle ses partisans à descendre dans la rue le... 3 juin, pour "une grande marche de soutien au référendum" et "réaffirmer que le pouvoir suprême appartient au souverain primaire: le peuple". Le vice-président de l'UDPS/Tshisekedi ajoute encore qu'"il est demandé à chacun de vaquer librement et sereinement à ses occupations quotidiennes". Le bras de fer est lancé. (**La Libre Afrique**).

